Logo construction ???

SNTRS-CGT
FERC-Sup CGT UT2 et UT3
CGT-INRA

Appel à se mobiliser le mercredi 21 septembre 2016 :

L'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) Toulousain subit encore une fois les politiques d'austérité appliquées aux universités !

Les politiques d'austérité, ça suffit !

Les organisations syndicales de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) Toulousaines, appellent tous les personnels et les étudiant-e-s à se mobiliser lors de la journée du mercredi 21 septembre qui commence par une Assemblée générale en amphi et des prises de paroles devant les escaliers de l'Arche, au moment de la pause méridienne.

À l'origine, cette journée s'organisait autour de la visite de Thierry Mandon, secrétaire d'État à l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, pour l'inauguration des nouveaux bâtiments construits à l'Université – Jean Jaurès par l'entreprise Vinci sur des contrats Partenariat Public-Privé (PPP). Sa visite est, à ce jour, annulée mais nous voulons montrer à notre ministre de tutelle et au gouvernement que nous sommes déterminé-e-s à lutter collectivement contre les politiques d'austérités appliquées aux universités !

PPP ET CONSÉQUENCES À PLUS OU MOINS LONG TERMES

Il faut se rappeler que Vinci, maître d'œuvre de ce vaste chantier, est également le nouveau **propriétaire** de 80% de nos locaux universitaires à présent. Une propriété qui lui permettra de percevoir chaque année 13 millions d'euros, auxquels s'ajouteront sur 27 ans entre 75 et 120 millions de frais d'entretien imposés à l'État. Ce marché juteux, rendu possible grâce à l'investissement et à la qualification des salariés de la Construction, sera surtout source de profits supplémentaires pour les actionnaires de Vinci. Pour rappel, en 2015, les salariés du Bâtiment ont obtenu dans la région 0,4% d'augmentation de salaire et ceux des Travaux Publics rien ! Les actionnaires de Vinci, avec beaucoup moins d'efforts et d'accidents du travail, ont quant à eux, obtenus 2 milliards de dividendes. C'est tout simplement scandaleux !

Mais le scandale ne s'arrête pas là ! Le principe même des PPP constitue une menace pour l'université et les étudiants car, dans ce type de contrat, c'est l**a personne publique qui supporte la couverture des risques** puisque, par exemple, le dépassement des coûts du chantier ou la non-conformité des locaux sont à sa charge. Par ailleurs, la gestion de l'exploitation, confiée à Vinci durant la période de remboursement, entraîne pour l'université des coûts très élevés et la pousse à trouver des solutions en matière de ressources financières et, à terme, l'augmentation des frais d'inscription. Les exemples d'augmentation de frais d'inscriptions universitaires ne manquent pas en Europe notamment au Royaume Uni mais aussi aux États Unis...

La conséquence directe est la privatisation des locaux et de leur gestion, cela a pour effet d'aboutir au remplacement des fonctionnaires par des salariés de la sous-traitance et cela participe à la **casse du service public** en externalisant des services entiers comme la logistique et le nettoyage à l'UT2J par exemple.

Les politiques d'austérité ont un impact dévastateur sur l'ESR. Pour exemple, à **l'université Paul Sabatier** (UPS), la présidence de M. Vinel a sorti du chapeau un "pacte pour le développement" qui engendre la **suppression de 200 postes d'enseignant.e.s**, alors que chaque année de plus en plus d'étudiant-e-s s'inscrivent à des formations. De plus, dans une composante de l'UPS, ce n'est pas moins de **30 000 heures de cours** qui ont été **supprimées cette année**, représentant en moyenne sur chaque formation une diminution de 20% des heures d'enseignement. Résultat : les amphis sont surchargés, les étudiants n'ont pas de salle, des cours sont annulés, il y a de sérieux problèmes d'inscriptions, de la sélection, et au final les conditions d'études pour les étudiant-e-s, sont inacceptables !

SÉLECTION À LA 1ÈRE ANNÉE DE LICENCE ET EN MASTER

En effet, dès la pré-rentrée universitaire, les galères se multiplient pour les étudiant-e-s que l'on soit fraîchement diplômé-e du bac ou qu'on ait plusieurs années dans l'enseignement supérieur derrière soi.

Avant l'été, ce sont des milliers d'étudiant-e-s qui ont été refusé-e-s dans la formation de leur choix en master 2, à cause d'une sélection courante mais dénoncée par les syndicats étudiants et jugée illégale par le conseil d'État. Le gouvernement, forcé de réagir, a opté pour une non-solution en proposant aux universités de décider elles-mêmes de leurs **formations sélectives**. Résultat : à Jean Jaurès et à Paul Sab, plus de la moitié des masters sont sélectifs entre le master 1 et le master 2, tandis qu'à Capitole ce sont 100% des formations. Nous dénonçons ce système injuste qui empêche les étudiant-e-s d'accéder au bac +5, la meilleure protection qui soit contre la précarité dans le monde du travail !

Depuis plusieurs années, il faut faire face à l'augmentation du nombre d'étudiant-e-s et à la baisse des moyens financiers et humains. Les universités ne sont plus en capacité d'accueillir les étudiant-e-s et cela amène à des conséquences dramatiques. Tous les ans, ce sont plusieurs dizaines d'étudiant-e-s qui se retrouvent **"sans fac"**. En 2015 à l'Université Jean Jaurès, ce n'est pas moins de 100 étudiant.e.s qu'il a fallu inscrire de force en première année ! En cause : la fermeture anticipée d'Admission Post Bac afin de **limiter le nombre d'inscrit-e-s en première année** dans différentes filières. Cette année encore, c'est une vingtaine de cas d'étudiant.e.s sans facs que les organisations syndicales étudiantes de Jean Jaurès ont dû défendre, pour leur garantir une inscription dans la formation de leur choix à la rentrée ! Il est hors de question que les étudiant-e-s subissent les conséquences du désengagement de l'État dans l'Enseignement Supérieur par des moyens de **sélection arbitraires**, l'université se doit d'être ouverte et gratuite pour toutes et tous !

DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES ÉTUDIANT-E-S ET PERSONNELS

Pour les étudiant-e-s qui ont pu s'inscrire, nous sommes confronté-e-s à des amphis surchargés, des TD bondés et des problèmes administratifs qui nous empêchent de nous saisir correctement des enseignements. Ces conditions d'études qui se dégradent d'années en année organisent concrètement une sélection par l'échec : ce sont **seulement 50%** des étudiant-e-s qui obtiennent leur première année de licence.

Ces galères ont une source commune : le désinvestissement de L'État dans nos formations d'une part, et d'autre part l'attitude des universités qui acceptent la règle des budgets à moyens constants, dans le meilleur des cas, malgré l'augmentation des effectifs.

Toutes ces suppressions, réductions, etc. sont "dites" pour faire face à une "mauvaise gestion des emplois et des budgets". Mais quand on regarde de plus près, les déficits sont apparus et se sont accumulés à partir de

l'autonomie des universités (RCE, Responsabilité des Compétences Élargies) dans un contexte où les dotations de l'État n'ont pas augmentées alors que le nombre d'étudiant-e-s est en constante augmentation.

Les personnels sont à l'instar des étudiants directement impactés, les gels de postes, et le non remplacement des départs à la retraite, font que les services sont en sous effectifs et qu'ils doivent malgré tout faire face à l'augmentation des effectifs.

À ce jour, près de 40% des collègues ne sont pas titulaires dans l'enseignement supérieur et la recherche. 40 % des BIATSS ne sont pas fonctionnaires et ce sans compter tout un public absent des statistiques : les étudiants contractuels, les services civiques, ... L'ensemble de ces personnels représente un nombre conséquent de postes .Les charges de travail en constante évolution, conjuguées à la multiplication des procédures ont pour résultat immédiat une dégradation forte des conditions de travail des agents à l'université. Ajouter à cela une précarisation grandissante et galopante, par le recours aux CDD (BIATSS et enseignants), main-d'œuvre peu onéreuse et corvéable, et un portrait des **politiques d'austérité** est dressé mais il reste encore largement incomplet.

C'est pourquoi les organisation syndicales étudiantes et des personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Toulousaine appellent à se mobiliser et se rassembler sur toute la journée du mercredi 21 septembre et à exiger ensemble des moyens à la hauteur du service public de l'enseignement supérieur pour sortir de cette précarisation de tous les acteurs de l'ESR, et donner à tout-e-s les étudiant-e-s de véritables conditions d'études.

Toulouse, le 19 septembre 2016

PROGRAMME :

10 h	RDV à l'amphi S417 (Maison de la Recherche 2), 4ème étage Débats
12h	Film et photos sur la journée de grève des salariés de Vinci le 6 novembre 2015
12h30 à 14h	(marches de l'Arche) Moment de convivialité: café, sandwichs et prise de paroles en extérieur